



Maison des Droits de l'Homme

www.mdh-limoges.org

Rencontres...infos

Pour une société Solidaire, Démocratique, Pacifique et Durable

n°76 - Décembre 2008

Bulletin d'information de la Maison des Droits de l'Homme de Limoges

Forum Social Mondial 2009 - Bélem étendu

A Limoges : Soirée sur le thème
"Crises économiques, politiques alternatives"
Vendredi 30 janvier à partir de 19h
salle du Temps Libre - derrière la Mairie

Cette soirée qui s'inscrit dans le cadre du Forum Social Mondial qui se déroule du 27 janvier au 1er février à Bélem au Brésil au même moment que le Forum Economique de Davos en Suisse. Elle comprendra diverses interventions permettant une confrontation d'idées, des projections vidéos, des témoignages de militants présents sur place au Forum Social Mondial de Bélem. Une prochaine réunion préparatoire ouverte à tous les acteurs intéressés est prévue le jeudi 8 janvier à 18h30 à la Maison des Droits de l'Homme - 37 rue Frédéric Mistral à Limoges.

Le Forum Social Mondial est un espace de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, réseaux, ONGs et d'autres organisations de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme.

A la première rencontre mondiale de 2001 a succédé un processus mondial de recherche et de construction d'alternatives aux politiques néo-libérales.

Le Forum social mondial se caractérise également par sa pluralité et par sa diversité. Il n'est ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Il se propose de faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local qu'international, dans des actions concrètes de construction d'un autre monde, sans prétendre pour autant incarner une instance représentative de la société civile mondiale. Le Forum social mondial n'est ni une association, ni une organisation.

Le choix en 2009 a été de renforcer l'organisation du Forum Social Mondial par l'organisation de mobilisations qui permet l'implication d'acteurs dans le monde entier.

Les axes du FSM 2009

1. Pour la construction d'un monde de paix, de justice, d'éthique et de respect des diverses spiritualités, sans armes, en particulier sans arme nucléaire;
2. Pour la libération du monde de la domination du capital, des multinationales, de la domination impérialiste, patriarcale, coloniale et néo-coloniale et des systèmes inégaux de commerce, pour l'annulation de la dette des pays appauvris;
3. Pour assurer l'accès universel et soutenable aux bien communs de l'humanité et de la nature, pour préserver notre planète et ses ressources, en particulier l'eau, les forêts et les sources renouvelables d'énergie;

4. Pour la démocratisation et décolonisation de la connaissance, de la culture et de la communication, pour la création d'un système partagé de connaissances et de savoirs, avec le démantèlement des Droits de Propriété Intellectuelle;

5. Pour la dignité, la diversité, la garantie de l'égalité de genre, de race, d'ethnie, de génération, d'orientation sexuelle et pour éliminer toutes les formes de discrimination et de castes (discrimination fondée sur la descendance);

6. Pour la garantie (au long de la vie de toutes les personnes) des droits économiques, sociaux, humains, culturels et environnementaux, en particulier le droit aux soins de santé, à l'éducation, au logement, à l'emploi, au travail décent, à la communication et à l'alimentation (avec la garantie de la sécurité et de la souveraineté alimentaire);

7. Pour la construction d'un ordre mondial basé sur la souveraineté, l'autodétermination et les droits des peuples, y compris des minorités et des migrants;

8. Pour la construction d'une économie démocratisée, émancipatrice, soutenable et solidaire, avec un commerce éthique et juste, centrée sur tous les peuples;

9. Pour la construction et le développement de structures et d'institutions politiques et économiques – locales, nationales et globales – réellement démocratiques, avec la pleine participation des peuples sur les décisions et le contrôle des affaires et des ressources publiques.

10. Pour la défense de la nature (l'Amazonie et les autres écosystèmes) comme source de vie pour la Planète Terre et pour les peuples originaires du monde (indigènes, afro-descendants, tribaux, côtiers) qui exigent leurs territoires, langues, cultures, identités, justice environnementale, spiritualité et bien vivre.

Pour en savoir plus :
- Forum Social Mondial
www.fsm2009amazonia.org.br
- Forum Social Limousin
fslimousin.free.fr

Ca va ?

Euh... non... Quand il y a crise financière, crise économique, crise écologique, les régressions sociales s'amplifient, les pratiques anti-démocratiques s'installent avec criminalisation des militants, des « sans » : papiers, logement, travail présentés comme des profiteurs. Le capitalisme néolibéral est en faillite, ce n'est pas une surprise, mais pour autant la suite reste à inventer. Est ce ainsi que nous voulons vivre ? non ! Des opportunités restent ouvertes par exemple :

- Construire une autre logique que celle des marchés par une régulation économique publique.
 - Se recentrer sur l'accès aux droits fondamentaux pour tous.
 - Changer nos mentalités occidentales pour des rapports Nord Sud en y mettant de l'égalité
- renforcer les relations Sud/Sud pour préférer les cultures vivrières aux exportations etc
- Changer le système bancaire et supprimer les paradis fiscaux.

Loin du fatalisme, du repli sur soi, la vie militante est vitale à tous les niveaux de la société civile pour maintenir une pression sur les décideurs politiques. Des résistances s'organisent :

- Le Mali refuse, le 25 novembre, de signer un accord avec l'Union européenne facilitant les reconduites à la frontière. Les Maliens de France envoient par an 183 millions d'euros : « les émigrés sont des acteurs majeurs de développement. Il n'est pas question de se priver de leur contribution ».
- L'Equateur, qui a déjà payé 2,45 milliards de dollars d'intérêt, refuse de payer sa dette illégitime et appelle à la création d'un tribunal international de la dette aux Nations Unies.
- Un charter vers Kaboul prévu le 18 novembre avec 54 afghans, raflés et mis dans le centre de rétention de Coquelles (il y a 7 ans le centre de Sangatte fermait mais les exilés sont toujours là...) est annulé sous la pression d'ONG et de Atiq Rahimi, prix Goncourt 2008.
- Des citoyens et élus se battent pour la municipalisation de l'eau ou sauver un système éducatif ou de santé publique.

La MDH est un outil précieux, un carrefour de réflexions et savoirs pour nourrir nos luttes collectives.

Chantal Grimal.

Indiens du Nordeste

La campagne de paix 2008 des indiens du Nordeste en France et en Europe

La Maison des Droits de l'Homme, a coordonnée en France, du 24 septembre au 28 octobre 2008, l'accueil d'une délégation d'indiens du Nordeste (Brésil) composée de trois leaders des nations Pankararu, Kariri-Xoco et Tupinamba en partenariat avec l'ONG Thydewas « Espoir de la terre », avec le soutien du Ministère de la Culture du Brésil et de la Région Limousin. Un livre, a été réalisé par cinq communautés du Nordeste et traduit en français, il a été diffusé tout au long de cette campagne : Il est disponible et en vente à la MDH -12€)

Tout au long de cette tournée ils ont pu rencontrer le grand public comme à la foire biologique de Brive, de Veyrac ou à la foire du livre du Mans, témoigner sur leur situation et leur lutte à travers de nombreuses interventions dans des établissements scolaires et agricoles, universités, lieux interassociatifs et divers événements culturels.

Des contacts fructueux ont été noués avec divers acteurs associatifs tels que Amnesty International, Autres Brésils, France Liberté (rencontre avec Danielle Mitterrand), le CSIA, Survival...

L'appui des Verts sur le plan national a facilité l'organisation de rencontres à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Hélène Flautre, Présidente de la Sous Commission du Parlement Européen a invité la délégation des indiens du Nordeste à participer à une réunion de travail sur le thème des « Changements climatiques et les droits des peuples autochtones ».

Sur le plan médiatique, leur passage dans les différentes régions a largement été relayé par les médias régionaux (presse, radio et télévisions). Sur le plan national plusieurs articles sont parus dont les plus conséquents dans le journal « La Terre » ou la revue « Altermondes ». La Campagne a été directement relayée sur le journal de France Ô et sur RFO. Trois dépêches de l'AFP ont été publiés et reprises dans plusieurs quotidiens au Brésil.



Lundi 13 octobre 2008

Déclaration des Indiens du Nordeste du Brésil à la Sous-Commission des Droits de l'Homme du Parlement Européen

Nous, légitimes représentants des Nations Indigènes du Nordeste Brésilien: Kariri-Xoco, Pankararu, et Tupinamba de Olivença, sollicitons l'attention de la Sous-Commission des Droits de l'Homme de l'Union Européenne, afin de trouver une solution quant aux impacts environnementaux que nous subissons, dus aux changements climatiques provoqués au nom de la croissance économique et financière.

Ce sont 508 ans de résistance des indigènes du Nordeste brésilien contre ce génocide, cet ethnocide, les idées préconçues et discriminations qui continuent encore, nous ne savons pas si nous pourrions survivre aux changements provoqués sur Mère Nature. Les connaissances transmises de génération en génération ne servent plus. Nos agricultures millénaires ne produisent plus, les inondations et les périodes de sécheresse sont chaque fois plus intenses, les vents perdent leur direction, nous ne pouvons plus identifier quand il va pleuvoir ou faire soleil, les fleuves, les lacs et les lagunes disparaissent à cause du déboisement. Les dénonciations sont faites auprès des organismes compétents, qui ne font rien, ils n'écoulent pas la voix de l'indien, la lamentation de la Terre.

Les aliments, qui depuis longtemps diminuaient, disparaissent complètement. Nous mourons de malnutrition et d'inanition, la famine et la misère dévastent nos Nations. Nous ne voulons pas vivre de politique d'assistanat, nous voulons vivre de notre Terre Mère.

L'été, chaque fois plus intense et fatigant, les arbres perdent leurs feuilles et meurent ; nos plantations se confondent avec le rouge du soleil.

Ce dernier hiver, les pingouins du détroit de Magellan sont arrivés jusqu'au Nordeste Brésilien, la Nation Tupinamba de Olivença, qui se trouve dans Bahia, a assisté à la mort de certaines de pingouins, et nous nous sommes sentis impuissants devant une telle cruauté. Un lion marin est arrivé jusqu'à Rio de Janeiro démontrant que nous n'avons pas besoin de recherches scientifiques pour

percevoir le début de la fin de toutes formes de vie existantes sur la Planète.

Le Fleuve San Francisco meurt. Il meurt à cause de la déforestation et des coupures qui lui sont faites avec les usines hydroélectriques. Les Nations Indigènes qui vivent sur ses rives sont très menacées, courant un risque d'extinction parce qu'ils ne trouvent plus leurs poissons; parce qu'ils ne peuvent planter. La situation sera à chaque fois plus grave si le détournement du Fleuve San Francisco se fait, détournement qui se pré-occupe seulement de l'enrichissement de ceux déjà millionnaires, et non de la soif du peuple.

De nombreuses manifestations ont été faites pour paralyser les oeuvres de détournement et le revitaliser, mais une fois de plus la voix de l'indien n'est pas écoutée cette fois - la lamentation de l'eau. Nous savons que notre phraséologie est pour le monde intellectuel comme celle d'un enfant, n'oubliez pas que l'enfant représente la pureté et le futur des générations.

Nous attirons l'attention de toutes les personnes du Monde pour entrer en Campagne de Paix. Pour nous, peuples indigènes, le monde est en guerre... L'être humain est en guerre contre lui même et contre la Nature, il lutte contre sa propre Mère.

Ce que les scientifiques appellent extraction pétrolière est pour nous une transformation de l'Etre Humain en Vampire. Ce que les personnes mettent dans leur voitures ou croient transporter sous forme de sac plastique, n'est rien de plus que le sang de notre Mère Terre que nous n'aurions jamais dû vampiriser.

La Nature nous offre tout, le Soleil est là depuis de millions d'années, disponible, nous souriant à tous, nous réchauffant. Il sort chaque jour pour nous rappeler, pour illuminer nos Consciences, se mettant à notre disposition pour nous alimenter, et nous, quasiment, nous ne laissons pas nos cellules recevoir, capter sa bonne volonté, le capitalisme préfère couper les arbres plutôt

Indiens du Nordeste

que d'installer des capteurs d'énergie solaire.

Le vent caresse toujours nos visages. C'est notre frère qui nous rafraîchit, nous amenant les nouveautés, il est disposé à se donner pour nous transporter, pour nous nourrir, mais le capitalisme n'aime rien de ce que le Créateur offre gracieusement. Les bénédictions du Créateur soufflées pour nous, qui pourraient faire se mouvoir barques et moulins, sont perdues.

Les scientifiques ont déjà constaté que le monde est fini, a des limites, et nous continuons à l'exploiter comme si ce n'était pas le cas. La monoculture de la canne à sucre pour produire de l'éthanol, le soja transgénique, les plantations d'eucalyptus et la biopiraterie sont des armes mortifères qui produisent les effets dévastateurs d'une bombe atomique dans la Mère Nature.

Le grand supermarché, la grande pharmacie, la production de vêtements, de maisons, de tout ce qui se rencontre dans la Nature. Nous, indiens, nous savons faire nos maisons à partir de la Nature, utilisant la matière première sans aggraver la Nature. Nous savons créer nos vêtements à partir des plantes, des arbres, sans exterminer les espèces. Nous savons travailler et nous alimenter collectivement sans laisser un seul frère souffrir de la faim, mais aujourd'hui, beaucoup d'entre nous meurent de faim! mais pourquoi? Parce que beaucoup d'hommes ont déclaré la Guerre à la Nature!

Guerre à tous les niveaux, extrayant tout et de n'importe quelle façon... plus il y en a, mieux c'est!!! extrayant sans penser et "éduquant" les enfants à suivre le chemin nommé Progrès. Un chemin qui pour nous est simplement le Progrès de la mort ... Non seulement un suicide, mais une extermina-

tion de tout... des vies... et de toute la beauté! Ils veulent imposer une civilisation de guerre contre le Créateur. IL est pacifiste et continue à nous donner Eau, Terre, Oxygène, Aliments... mais la guerre est très difficile... Chaque fois, ils inventent plus d'armes contre Notre Mère Terre... au lieu de profiter de tout ce qu'elle nous donne, nous enseignons, aveugles nous continuons à extraire, tirer, couper, brûler, polluer, détruire...

Notre Campagne s'appelle PAIX SUR TERRE... parce que nous savons que nous devons arrêter immédiatement cette Guerre. Guerre qui n'aura aucun survivant humain.

Notre Campagne est une invitation de cœurs à cœurs. IL ne suffit pas de réfléchir, il ne suffit pas d'être d'accord. Nous devons tous ensemble nous donner les mains et agir. Mais agir pour de vrai, de toute urgence !

Les scientifiques ont déjà fait des listes de nombreuses choses que les hommes peuvent faire pour collaborer à la sauvegarde de la Planète. Nous peuples indigènes, traditionnellement nous vivons déjà ces enseignements et nous pouvons les partager avec toute l'Humanité.

Nous sommes ici en train de mener une campagne pour tous, en pensant à tous, aussi nous attirons l'attention pour nos terres, nous voulons que le Monde entende que nous, indigènes, nous ne voulons pas des terres pour les exploiter, ou les commercialiser, mais pour maintenir notre véritable identité et préserver ce qui existe encore de Mère Nature.

Par exemple, nous, Tupinamba, aujourd'hui nous sommes 7300 indiens luttant pour préserver le peu qu'il reste de la Forêt Atlantique, notre territoire originel ne nous a pas

encore été rendu afin de pouvoir y vivre d'une manière Naturelle et harmonieuse avec le tout. Nous vendons nos jours, comme des esclaves, pour une douzaine de personnes qui s'imposent comme maîtres de notre Mère Terre, de notre territoire traditionnel et sacré. Nous sommes obligés d'utiliser des pesticides afin de produire des aliments dont nous ne voulons pas, et que nous n'aurions même pas la capacité d'acheter.

Nous voulons la Terre pour la préserver pour tous.

Pour produire de l'oxygène. Pour maintenir les sources d'eau pour toute l'HUMANITE.

Nos déchets nourrissent et fertilisent la terre, tandis que les non indiens gaspillent des millions de ressources pour transporter leurs déchets jusqu'aux eaux, les contaminant!

Pour nous, la peau d'un fruit n'est pas une ordure, c'est un engrais.

Mais le monde change pour tous. Auparavant, lorsque nous déféquions une graine que nous avions mangée, nous plantons un arbre, comme le font les oiseaux. Mais comme nous n'avons pas nos territoires, et que nous sommes envahis par des cultures anti-naturelles - aujourd'hui, il est difficile pour les plantes de pousser.

Nous souhaitons continuer à vivre et nous aimerions que tous aient cette même Conscience, c'est le devoir de tous de prendre soin du monde pour que les générations futures (nos enfants et vos enfants) puissent bénéficier du même Droit.

Nous espérons cette fois être entendus.

Aueré

Atia Pankararu, Ayra Kariri-Xoco et Yakuy Tupinamba.

Brésil : 3000 indiens Pataxo Hahahae sont autorisés à rester sur leur terre

Les indiens Pataxo Hahahae ont obtenu du Ministre Eros Grau, du Tribunal Suprême Fédéral, le 12 décembre 2008, une confirmation de la limitation de leurs terres leur garantissant de rester sur le territoire indigène de Caramuru-Catarina-Paraguaçu, dans l'Etat de Bahia, jusqu'au jugement final en cours. Ce territoire de 54105 hectares est l'objet d'un conflit entre les indiens et les exploitants agricoles, qui avaient de faux titres de propriété, validés par la Constitution de 1967 devenue inopérante.

Depuis 1982, la FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien) et les Pataxo Hahahae avaient déposé une procédure pour faire annuler ces registres de propriété. Cette lutte pour la terre a coûté la vie de 22 leaders indiens. La décision favorable du ministre souligne l'urgence d'une conclusion juridique garantissant cette terre et est motivée " en raison de la tension sociale" et les " risques sérieux pour la communauté indigène".

De 2006 à 2007 en partenariat avec l'ONG Thydewas et l'appui de la Région Limousin, la Maison des Droits de l'Homme s'est impliquée dans le sou-

tien d'une campagne de Paix organisée par les Pataxo Hahahae. Celle-ci consistait à développer des contacts avec d'autres mouvements sociaux, de se faire mieux reconnaître des autorités locales et de mieux faire connaître la situation des indiens auprès du reste de la population pour faire reculer les préjugés.

Depuis 1982, les indiens "Pataxo Hahahae" sont en lutte pour récupérer leur terre à travers des actions de "retomadas" (réoccupations des terres). Cependant comme dans d'autres régions du Brésil la sécurité est très relative, des assassinats ont parfois lieu comme ce fut le cas pour un indien qui a été tué en 2007 à Pau Brasil pour avoir tenté de récupérer son cheval volé. Si l'Etat fédéral a reconnu une délimitation des terres qui représente 54100 hectares, la plus grande partie des terres restent occupées par les fazendeiros tandis que le reste du territoire a été réoccupé par les indiens au prix de luttes difficiles depuis 1982.

La tension entre les propriétaires terriens et les indiens reste vive tant que la question territoriale ne sera pas définitivement réglée par les autorités fédérales brésiliennes.

Violences policières chez les Tupinambas

Fin octobre, Au moment où la campagne de paix des Indiens s'achevait en France, la communauté de Yakuy, les « *Tupinamba* » du village de « Serra do Padeiro » dans le sud de l'Etat de Bahia, a subi des opérations policières. Lors de ces actions, plusieurs indiens furent arrêtés, maltraités, leur cacique, qui a pu s'échapper fut un temps recherché. Amnesty International a lancé par la suite une action de lettres qui a été relayée par la MDH. Les indiens ont obtenu un répit de 180 jours avant qu'intervienne l'expulsion. Suites à la campagne de paix organisée en France une équipe de télévision (France 3) est partie dans la communauté des Tupinambas et a produit deux reportages de quatre minutes qui ont été diffusés dans l'édition nationale du 19/20 dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale. Ces violences policières sont bien le reflet des difficultés des peuples indigènes, malgré la promesse du Président Lula à faire reconnaître leurs droits.

Loi DALO : Un droit encore à conquérir

Depuis le lundi 1er décembre 2008 arrive une deuxième étape dans la mise en oeuvre de la loi sur le droit au logement opposable (DALO). L'Etat peut désormais être poursuivi par celles et ceux qui sont obligés de vivre à la rue, dans des logements trop exigus, insalubres, voire dans des taudis infects.

Le droit au logement opposable (DALO) est une grande victoire pour les familles du Quart Monde. Ce recours a déjà permis à beaucoup de personnes que nous connaissons d'accéder à un logement alors qu'elles essayaient refus sur refus depuis parfois des dizaines d'années. Dans bien des cas, cette procédure a permis d'inverser les priorités. Là où les bailleurs sociaux répondaient il y a encore un an qu'ils ne pouvaient accorder un logement aux familles que nous accompagnions faute de revenus suffisants, nous constatons aujourd'hui que, dans beaucoup d'endroits, ce sont justement les plus fragiles que le DALO permet de reloger.

Cependant, nous sommes inquiets car ce recours est insuffisamment connu aussi bien des requérants que des accompagnants. De plus, nous constatons que certains interlocuteurs des ménages dissuadent les premiers concernés de déposer leurs dossiers (« ce n'est pas la peine si vous n'êtes pas en attente depuis plus de 10 ans » ; « c'est pas un dossier DALO qui va créer les logements manquants »).

Cette dérive semble même toucher certaines commissions DALO qui émettent parfois des avis défavorables pour des personnes correspondant pleinement au dispositif pour « ne pas créer de faux espoirs » parce qu'elles savent que le nombre de logements disponibles sur le département n'est pas suffisant. Cette dérive, heureusement ponctuelle, est scandaleuse : ce n'est pas le rôle de cette commission qui doit seulement juger de la recevabilité et non gérer le parc locatif.

Pour que le droit soit appliqué pour tous, il est donc nécessaire que chacun se sente concerné. On ne peut pas demander à des personnes ayant vécu des années « hors droits » de croire d'emblée à ce recours et de l'utiliser. C'est à chaque citoyen d'être le garant de cette loi, en incitant les personnes mal logées qu'il connaît à remplir un dossier DALO, en les soutenant dans leurs démarches, en les aidant à faire pression sur les autorités compétentes... Voilà tout le sens des comités solidaires qu'ATD Quart Monde, Amnesty International et le Secours Catholique essaient de propager à travers la France.

DALO en Chiffres

1er décembre : début des recours au Tribunal Administratif pour les personnes reconnues prioritaires et qui n'ont pas reçu de proposition de relogement dans les 6 mois suivant l'examen de leur dossier.

50 000 : nombre de recours DALO effectués au 31 octobre 2008. mais seulement

18 dossiers en Haute Vienne dont 16 étudié au 17/12

3 374 : nombre de ménages relogés suite au recours DALO (au 1er novembre 2008) dont 4 en Haute Vienne plus deux qui n'accepte pas le logement et dans les dossiers restant 8 non prioritaire et deux déjà relogé,

7% : baisse du budget du ministère du logement pour 2009.

13 845 : nombre de dossiers DALO ayant reçu un avis favorable.(52% des dossiers examinés) , 6 en Haute Vienne,

20 000 : nombre de logements très sociaux (PLAI) prévus au budget 2008, seuls 14000 sont programmés aujourd'hui

A l'issue d'une rencontre avec des bénéficiaires du droit au logement opposable (DALO), la ministre du Logement, Christine Boutin, a annoncé jeudi 20 novembre la création, "à ses côtés", d'un groupe d'évaluation piloté par l'ancien président d'ATD Quart-monde, Paul Bouchet, également membre du comité de suivi du DALO et du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées (HCLPD).

Chargé d'apprécier l'accès au DALO (degré d'information des publics concernés, formalités, accueil des requérants), il comprend également Martin Choutet, militant associatif et chargé de mission auprès du préfet Alain Régnier, délégué général à la coordination de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans-abri ou mal-logées, Rodolphe Cloteaux, rédacteur en chef de L'itinérant, hebdomadaire de lutte contre la pauvreté, et enfin Hélène Sainte-Marie, directrice de projet pour la mise en oeuvre du droit au logement opposable au ministère du Logement.

Ce groupe devra rendre ses conclusions d'ici à deux mois.

Paul Mandonnaud

A découvrir dans le centre de documentation de la MDH

Fuir l'Equateur, une histoire de clandestins" de J. Pierre Boris. 232p - Hachette Littératures.

Ce livre, d'un journaliste de Radio France Internationale, retrace le voyage- cauchemar de migrants équatoriens fuyant la misère pour rejoindre un avenir espéré meilleur aux Etats- Unis. Retrouvant 9 survivants du naufrage d'un bateau-passeur, il aide à comprendre l'engrenage de l'endettement et des migrations: mécanismes communs à l'Afrique, l'Asie, témoignage poignant universel qui nous interpelle.

Agenda

> Bal Folk :

Organisé au profit de la Maison des Droits de l'Homme - Samedi 10 janvier à 21h - A l'Espace Confluences de Condat sur Vienne avec la participation de trois groupes : Les Mariette, Roule et Ferme, Les Sans Nom - présentation d'un stand sur la solidarité internationale - Entrée 8€ - Gratuit pour les enfants de moins de 16 ans.

> Tous fichés, tous suspects :

Conférence-débat le vendredi 16 janvier à 20h - amphi blanc à Limoges - Avec la participation de Meryem Marzouky (Présidente de l'Association IRIS - Imaginons un Réseau Internet Solidaire) - Soirée organisée par le Collectif 87 « Non à Edvige ».

Solidarité

> Pétition contre la condamnation du DAL sur le web :

Non seulement cette condamnation est insultante pour ceux qui souffrent de la crise du logement, en les assimilant à des « objets quelconques », mais elle pourrait, si elle reste en l'état, être utilisée contre n'importe quel sans-abri ou mal-logé dormant dans la rue.

Il s'agit d'exprimer notre indignation et de demander que soient interdites les poursuites contre le DAL, et contre toute personne physique ou morale, pour ce motif. Il faut que soit appliquée la loi de réquisition et que soient réalisés massivement des logements sociaux.

www.daldax.org/petitions

Rencontres...infos

Bulletin d'information de la Maison des Droits de l'Homme de Limoges

37, rue Frédéric Mistral - 87100 LIMOGES
Tel 05 55 35 81 24 - Fax 05 55 35 01 64
mdh.limoges@free.fr - www.mdh-limoges.org

Les associations membres : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Aide à Toute Détresse - Quart Monde, Artisans Du Monde, Association Limousin-Algérie, Association Limousin-Palestine, Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Aide aux Citoyens, Chlorophylle, Clafoutis, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, Culture Maghreb Limousin, Les Amis de la Terre, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, Secours Catholique, SOS Racisme et Sources et Rivières du Limousin.

Bulletin diffusé gratuitement via le web et en version papier dans les locaux de la MDH :

Inscription par envoi d'un email à l'adresse suivante : mdh.limoges@free.fr
Diffusion par voie postale pour les adhérents (adhésion individuelle annuelle 20 euros ou plus)

La MDH est affiliée à :

ritimo
www.ritimo.org

Relacs
réseau des lieux associatifs de création et de solidarité

www.reseau-relacs.org